

Le pacte d'impunité pour le capital

Avec « le pacte de responsabilité », François Hollande poursuit la politique libérale pro-patronale dont il a toujours été porteur, comme ses prédécesseurs. Une fois de plus, il sert les intérêts du MEDEF.

Depuis le début du quinquennat, c'est une suite de mesures économiquement inefficaces et socialement injustes : exemption pour le patronat du paiement des cotisations sociales de la branche famille (35 milliards d'euros), fausse remise à plat fiscale... Celles annoncées ce jour sont aussi dans le droit fil d'une conception libérale de la politique de l'offre, du « coût » du travail, et du partage toujours plus inégal des richesses.

Le patronat paiera moins de cotisations sociales et les salarié-es régleront la facture au travers de la baisse des dépenses publiques, donc de la dégradation de la redistribution sociale (dont la sécurité sociale) et des services publics. La réorganisation des collectivités locales aura des conséquences sociales, même si leur portée ne peut être mesurée à l'aune des annonces très floues qui sont faites.

Parler de contreparties à ces largesses (en termes d'emplois ou de salaires) est une plaisanterie. Voilà des décennies que les gouvernements successifs multiplient les exonérations de cotisations sociales pour le patronat et que le chômage ne cesse d'augmenter.

La logique financière des entreprises au détriment de l'activité économique et de l'investissement socialement et écologiquement utiles, est inhérente au système capitaliste et c'est la raison première du désastre humain, social et économique que subissent les salarié-es des grandes groupes comme des petites entreprises, les chômeurs-euses, les jeunes en formation, les retraité-es.

Le MEDEF et l'AFEP (officine des entreprises du CAC 40), n'en n'ont jamais assez. Leur objectif est de détruire tout ce qui reste de garanties et de protection sociales, de continuer à diminuer la part des richesses produites en faveur des salaires, de pouvoir licencier sans entrave comme le permet la loi mal nommée de « Sécurisation de l'emploi », de voir baisser la fiscalité des entreprises.

Le chantage du président du MEDEF, Gattaz, sur la supposée création d'un million d'emplois en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales de 30 milliards d'euros, est une provocation.

François Hollande et son gouvernement nous plongent dans une politique récessive, refusent de s'attaquer à la question essentielle du coût du capital (dividendes, optimisation, évasion et fraude fiscales, spéculation financière, système bancaire, etc.) et s'opposent à une politique de transformation économique, sociale, écologique, en rupture avec le libéralisme. L'annonce du renforcement franco-allemand sur cette orientation va accentuer la politique libérale de l'Union européenne.

Le Président annonce qu'il engagera la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale dans les mois à venir. Nous appelons à la construction de mouvements sociaux d'ampleur pour exprimer plus fortement, dans les entreprises, les services et les localités, le refus de cette politique antisociale du gouvernement. Les organisations syndicales qui refusent d'accompagner la politique pro-patronale du gouvernement doivent s'unir au plan national pour construire la riposte populaire !